

**GESETZESTECHNISCHE
RICHTLINIEN (GTR)**

**DIRECTIVES SUR LA
TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)**

**DIRETTIVE DI TECNICA
LEGISLATIVA (DTL)**

**DIRECTIVES SUR LA TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)
DIRETTIVE DI TECNICA LEGISLATIVA (DTL)**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK
Chancellerie fédérale ChF
Cancelleria federale CaF
Chanzlia federala ChF

Table des matières

Renvois	4
Généralités	4
Renvois à l'intérieur d'un acte	5
Renvoi à d'autres actes publiés au RO ou au RS	5
Règles générales	5
Exceptions	7
Exception 1: actes cités sans date	7
Exception 2: renvois au moyen du sigle ou d'un titre court non officiel	7
Exception 3: renvois à un acte cité dans le préambule	7
Exception 4: plusieurs renvois dans un même article ou une même annexe	7
Exception 5: mention de la référence à la FF	8
Pas de renvois à des actes de rang inférieur	8
Renvoi à un domaine législatif	9
Renvoi à un texte ne figurant ni dans le RO ni dans le RS	9
Manière de citer l'acte et d'indiquer sa référence	9
Renvoi à des normes techniques ou à des normes similaires	10
Règles particulières applicables au renvoi au droit de l'UE	11
Remarques générales	11
Présentation des renvois	12
Titre des actes de l'UE	12
Citation de l'acte de l'UE en partie dans le corps de l'article et en partie dans la note de bas de page	13
Règle générale: citation du titre sous une forme abrégée	13
Exception: citation du titre de l'acte de l'UE sous sa forme complète	14
Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un acte de droit suisse	15
Principe	15
Exception 1: désignation de l'acte de l'UE par son titre court officiel ou par un titre court non officiel	16
Exception 2: actes de l'UE dont le titre est introduit dans le préambule	17
Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un même article	17
Renvoi au dispositif Schengen ou au dispositif Dublin dans une loi	18
Remarques préliminaires	18
Dans le préambule	19
Dans un article	19
Manière de citer chacun des accords du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin	20
Règles applicables	20
Titre des accords et ordre dans lequel ils sont cités	20
Manière de citer l'accord principal du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin	20
Présentation de l'annexe	20
Accords d'association à Schengen	20
Accords d'association à Dublin	21
Accords d'association à Schengen et accords d'association à Dublin	22
Technique du renvoi au regard de la dynamique du droit de l'UE (renvoi statique)	22
Section 1 Citation de l'acte de base uniquement	23
Section 2 Citation de la dernière modification déterminante pour la Suisse	24
Section 3 Citation de toutes les modifications déterminantes pour la Suisse	25

Section 4 Citation d'une version de l'acte de l'UE fixée dans un traité international.....	25
Rectificatifs publiés par l'UE	26
Remarques complémentaires concernant la présentation des notes de bas de page	26
Pas de mention de l'endroit où l'on peut se procurer l'acte	27

Index

29

1 Renvois

1.1 Généralités

- 96 Pour la question des renvois de manière générale et pour la distinction entre renvoi statique et renvoi dynamique et les types de renvois autorisés en particulier, cf. [Guide de législation](#), ch. 739 à 761.
- 97 Les renvois seront effectués de manière très précise; ainsi, on écrira «les art. 37 à 41» ou «la section 4 (art. 37 à 41)» plutôt que «les art. 37 et suivants».
- 98* Les renvois seront présentés comme suit**:
- Les mots «article», «alinéa», «paragraphe», «lettre» et «chiffre» s'abrègent *dans tous les cas* en «art.», «al.», «par.», «let.» et «ch.»***.
 - Les différentes subdivisions sont séparées par des virgules (ex.: «art. 41, al. 1, let. c à e, Cst.»); si on renvoie à un article entier, il n'y a pas de virgule (ex.: «art. 41 Cst.»). On ne répète pas le nom des unités de subdivisions si elles sont claires (ex.: «art. 41, al. 1, let. c à e, et 2, Cst.», «art. 160, al. 1, Cst. et 107 LParl», mais «art. 3, al. 3, let. a, et art. 4 LAMal»).
 - Les niveaux de subdivision numérotés sont cités tels qu'ils figurent dans l'acte (ex.: «chapitre 3», «section 1b», «art. 54a», «al. 2 et 2^{bis}», «let. j»). Lorsque le numéro d'une subdivision est écrit en toutes lettres dans un acte, on le citera également ainsi (ex.: «les dispositions visées au livre troisième, première partie, titre dix-septième, CC»).
 - Les unités de subdivision non numérotées dans l'acte sont désignées par un nombre ordinal abrégé (ex.: «al. 2, 1^{re} phrase», «al. 2, let. c, ch. 3, 3^e tiret»).
 - En général, on citera les dispositions en partant de l'unité de subdivision la plus élevée (ex.: «annexe 2, ch. 4.8», et non «ch. 4.8 de l'annexe 2»).
 - En cas de renvoi au droit étranger, notamment au droit de l'UE, ou de renvoi au droit international, on reprendra la dénomination des unités de subdivision qui est utilisée dans l'acte en question ou qui est usuelle au sein de l'organisation ou dans le domaine en question (pour l'UE, cf. ch. 2.7 du code de rédaction interinstitutionnel****). On présentera toutefois le renvoi selon les règles qui précèdent, notamment en ce qui concerne l'abréviation des unités de subdivision et l'emploi des virgules.

* Chiffre modifié par décision du 25 oct. 2021 du groupe de suivi des DTL.

** Les versions allemande et italienne obéissent en partie à d'autres règles.

*** Dans les parenthèses et les notes de bas de page, on abrège au surplus les mots «livre» («liv.»), «partie» («part.»), «titre» («tit.») et «chapitre» («chap.») lorsqu'ils désignent les subdivisions d'un acte. Dans les annonces des actes modificateurs, on abrège également le mot «chapitre» («chap.»).

**** <https://publications.europa.eu/code>

- 99 On pourra aussi placer entre parenthèses des renvois à une disposition qui servent uniquement à accroître la lisibilité du texte, par exemple lorsqu'un terme est défini ailleurs dans l'acte ou dans un autre acte.

Exemple:

¹ Sont imprescriptibles:

- a. le génocide (art. 264);
- b. les crimes contre l'humanité (art. 264a, al. 1 et 2);
- ...

→ [RO 2010 4963](#), art. 101

1.2 Renvois à l'intérieur d'un acte

- 100 Lorsque, dans un acte, on renvoie à d'autres dispositions de l'acte, on ne spécifiera pas «de la présente loi» ou «de la présente ordonnance». De même, on ne précisera pas «de la présente section», «du présent article», «du présent alinéa», etc.

Exemples:

... les art. 15 à 18 sont applicables ...
... est régi par la section 5 ...
... les personnes visées à l'al. 1 ...

Exception: dans les cas où un autre acte est cité dans le même passage, il peut être nécessaire de le spécifier.

- 101 Si on se réfère à l'acte tout entier, on écrira «la présente loi» ou «la présente ordonnance». Exemples: «Sauf disposition contraire de la présente loi ...» ou «La présente ordonnance s'applique à ...».

1.3 Renvoi à d'autres actes publiés au RO ou au RS

- 102 Pour le renvoi aux accords d'association à Schengen/Dublin, cf. ch. 367 et ss.

1.3.1 Règles générales

- 103 Lorsque, dans un acte, on renvoie à un autre acte ou à une disposition d'un autre acte, on citera celui-ci avec sa date et, en note de bas de page, sa référence au RS.

Exemple de renvoi à une ordonnance du Conseil fédéral:

² Les indemnités versées par la Confédération pour les mesures prévues aux art. 4, 8, 10 et 11 sont régies par les art. 18 et 19 de l'ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (OPN)⁴.

⁴ RS 451.1

→ [RO 2010 283](#), art. 14

Exemple de renvoi à une ordonnance d'un département:

³ La construction d'aéronefs et de leurs moteurs, hélices, pièces et équipements est régie par l'ordonnance du DETEC du 5 février 1988 sur les entreprises de construction d'aéronefs (OECA)⁷.

⁷ RS 748.127.5

[RO 2008 3629](#), art. 4

Exemple de renvoi à un traité international:

Art. 3 Définitions

On entend par:

...

- e. *valeur en douane*: la valeur déterminée conformément à l'Accord du 15 avril 1994 sur la mise en œuvre de l'art. VII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (accord sur la valeur en douane de l'OMC)⁷;

...

⁷ RS 0.632.20, annexe 1A.9

→ [*RO 2011 1415](#)

- 104 La date se place juste après la dénomination du type d'acte; l'appel de la note de bas de page du renvoi au RS se place pour sa part à la fin du libellé de l'acte (le cas échéant, après le sigle ou le titre court). Les versions allemande et italienne obéissent à d'autres règles.

S'il faut renvoyer tant à une modification déterminée qu'à l'acte lui-même, on placera la note du renvoi à la modification de l'acte juste après la date de cette modification.

Exemples:

... conformément à l'art. 5 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 3 octobre 2003 sur la Commission de rédaction¹,

... conformément à l'art. 7a de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA)²,

... conformément à l'annexe, ch. 3, de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien (accord sur le transport aérien Suisse-CE)³,

... conformément à l'art. 212, al. 2, let. a, CPP⁴,

... conformément au ch. III de la modification du 16 décembre 2005⁵ de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie⁶,

... conformément au Protocole additionnel du 24 janvier 2002⁷ à la Convention du 4 avril 1997 sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine⁸,

¹ RS 171.105

² RS 172.010

³ RS 0.748.127.192.68

⁴ RS 312.0

⁵ RO 2006 4823

⁶ RS 832.10

⁷ RS 0.810.22

⁸ RS 0.810.2

105 Si l'acte auquel on se réfère a un titre court, c'est toujours lui qu'on citera.

Exemple:

... les dispositions de la loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement¹ sont applicables.

¹ RS 171.10

1.3.2 Exceptions

1.3.2.1 Exception 1: actes cités sans date

106 Les actes ci-après sont cités sans date comme suit:

RS 101	la Constitution	(Cst.)
RS 210	le code civil	(CC)
RS 220	le code des obligations	(CO)
RS 272	le code de procédure civile	(CPC)
RS 311.0	le code pénal	(CP)
RS 312.0	le code de procédure pénale	(CPP)

Pour la mention du sigle, cf. ch. 107.

1.3.2.2 Exception 2: renvois au moyen du sigle ou d'un titre court non officiel

107 Si un acte est cité plusieurs fois, on peut introduire son sigle entre parenthèses à la première occurrence, en suivant les règles définies aux ch. 35 et 36. Pour un traité international, on peut aussi introduire un titre court utilisé fréquemment mais non officiel. C'est ce sigle ou ce titre court qu'on utilisera dans le reste de l'acte; on donnera à chaque fois la référence au RS, mais on n'indiquera plus la date.

Remarque: pour les actes de droit suisse, seuls les titres courts officiels sont admis (cf. ch. 105).

1.3.2.3 Exception 3: renvois à un acte cité dans le préambule

108 Si un acte apparaît dans le préambule, il est cité sans référence au RS dans le reste de l'acte.

1.3.2.4 Exception 4: plusieurs renvois dans un même article ou une même annexe

109 On ne répétera pas la référence ni la date d'un acte à l'intérieur d'un même article. On pourra en outre renoncer à répéter la référence et la date à l'intérieur d'une même annexe (les annexes qui modifient d'autres actes obéissent à des règles différentes; cf. ch. 307 et 314).

1.3.2.5 Exception 5: mention de la référence à la FF

- 110 Pour les actes qui ne sont pas encore en vigueur, on mentionnera dans la note de bas de page, en plus de la référence au RS, la référence au RO. Si un acte est soumis ou sujet au référendum et qu'il n'est pas encore publié au RO, on mentionnera la référence au texte publié dans la FF qui indique le délai référendaire.

Exemples (ch. 107 à 110):

<p>Art. 7 Indemnité des membres du Conseil de l'Institut</p> <p>Le Conseil fédéral fixe les indemnités des membres du Conseil de l'Institut. L'art. 6a de la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération (LPers)⁴ est applicable.</p> <p>...</p> <p>Art. 12 Droit du personnel</p> <p>¹ La direction et le reste du personnel sont soumis à la LPers⁶.</p> <p>² L'Institut est réputé employeur au sens de l'art. 3, al. 2, LPers.</p> <p>⁴ RS 172.220.1</p> <p>⁶ RS 172.220.1</p>

→ [RO 2011 6515](#)

<p><i>Le Conseil fédéral suisse,</i></p> <p>vu ...</p> <p>en exécution de la Convention du 28 mai 1999 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (convention de Montréal)²,</p> <p><i>arrête:</i></p> <p>...</p> <p>Art. 1 Champ d'application</p> <p>¹ Pour autant que la convention de Montréal ne soit pas applicable, la présente ordonnance s'applique à tout transport interne ou international de personnes, de bagages ou de marchandises effectué par aéronef...</p> <p>² RS 0.748.411</p>
--

→ [*RO 2005 4243](#)

1.4 Pas de renvois à des actes de rang inférieur

- 111 On ne doit pas trouver de renvois à des actes qui ont été édictés par des autorités de rang inférieur: une loi ne peut renvoyer à une ordonnance du Conseil fédéral, ni une ordonnance du Conseil fédéral à une ordonnance d'un département. On optera au besoin pour un renvoi indirect, par exemple en renvoyant à une norme de délégation figurant ailleurs dans le texte (ex.: «Les conditions fixées par le DFE en vertu de l'art. ...»). Si le renvoi vise en fait à déléguer des compétences à un autre organe, on recourra à une disposition instituant une délégation (ex.: «L'OFSP fixe les conditions ...»).

1.5 Renvoi à un domaine législatif

112 Quand on écrit «la loi [fédérale] du ... sur ...», on se réfère uniquement à la loi en question.

En revanche, quand on écrit «la législation fédérale sur ...», on se réfère non seulement à la loi, mais aussi aux ordonnances. En pareil cas, on pourra indiquer dans une note de bas de page la référence au RS des actes concernés.

1.6 Renvoi à un texte ne figurant ni dans le RO ni dans le RS

113 Pour le renvoi au droit de l'UE, cf. ch. 124 à 151.

114 Pour les textes qui ne sont publiés ni au RO ni au RS mais qui sont publiés dans la FF, on renverra à la page de cette publication.

1.7 Manière de citer l'acte et d'indiquer sa référence

115 Lorsque, dans un acte, on renvoie à un texte qui n'a fait l'objet d'aucune publication officielle ni par la Confédération (RO/RS/FF) ni par l'UE (Journal officiel de l'UE), tel qu'une décision d'une organisation internationale ou les normes techniques d'un organisme de normalisation, on indiquera de manière aussi complète que possible le titre, la date, la version, l'auteur et la référence du document.

On citera les normes techniques comme suit: numéro de référence de la norme (précédé du sigle des collections concernées), année de publication (pour autant que le renvoi puisse être statique), titre de la norme. Pour savoir si une norme internationale (ISO, CEI, ETSI) a été intégrée dans la collection des normes suisses (SN), on consultera l'Association suisse de normalisation.

Exemple: SN EN ISO/CEI 17025, 2005, Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais

116 Dans la note de bas de page, on mentionnera dans la mesure du possible les indications visées à l'[art. 14, al. 3, OPubl](#), dans l'ordre suivant:

- l'adresse Internet à laquelle le texte peut être consulté;
- l'adresse exacte à laquelle le texte peut être obtenu (adresse postale, adresse électronique ou adresse Internet);
- le service auprès duquel le texte peut être consulté gratuitement.

117 On indiquera en priorité l'adresse d'autorités ou d'organismes suisses. On mentionnera le nom complet du service concerné (et non seulement son sigle ou son adresse Internet). On ne mentionnera ni numéros de téléphone, ni adresses électroniques personnelles, ni heures d'ouverture; on pourra par contre mentionner une adresse électronique stable et non personnelle (ex.: «info@xxx.admin.ch»). On précisera en outre si la consultation sur Internet et la commande du document sont gratuites ou payantes.

118 Pour les adresses Internet, on indiquera en règle générale non l'adresse URL de la page concernée, mais l'adresse de base du site, suivie du chemin d'accès à travers les menus (ex.: «www.ofcl.admin.ch > X > Y > Z»). Si on renvoie à une page Internet figurant sur le site d'une unité extérieure à l'administration fédérale et que la structure de ce site change fréquemment, on n'indiquera que l'adresse de base du site.

119 On utilisera les formules ci-après:

- «... peut être consulté gratuitement / contre paiement sur le site de ... [*nom complet du service*] à l'adresse suivante:»

Exemple: «Le plan national d'attribution des fréquences peut être consulté gratuitement sur le site de l'Office fédéral de la communication à l'adresse suivante: www.ofcom.admin.ch > Thèmes > Fréquences et antennes > Plan national d'attribution des fréquences.»

- «... peut être obtenu gratuitement / contre paiement auprès de ... [*nom complet et adresse postale, adresse Internet ou adresse électronique*]»

Exemple: «Le plan national d'attribution des fréquences peut être obtenu contre paiement auprès de l'Office fédéral de la communication, case postale 332, 2501 Bienne.»

- «... peut être consulté gratuitement auprès de ... [*nom complet et adresse*]»

Exemple: «Le plan national d'attribution des fréquences peut être consulté gratuitement auprès de l'Office fédéral de la communication, rue de l'Avenir 44, 2501 Bienne.»

On formera si possible une seule phrase, en combinant les formules dans l'ordre indiqué ci-dessus.

120* Si on renvoie à une norme technique qui peut être consultée ou obtenue auprès de l'Association suisse de normalisation, on utilisera la formule suivante (cf. lettre du 27 mars 2013 de l'Association suisse de normalisation, [FF 2013 2742](#)):

«La norme peut être consultée gratuitement ou obtenue contre paiement auprès de l'Association suisse de normalisation, Sulzerallee 70, 8404 Winterthur; www.snv.ch.»

* Chiffre modifié par décision du 16 nov. 2017 du groupe de suivi des DTL.

121 On ne répétera pas la référence à l'intérieur d'un même *article*. On pourra en outre renoncer à répéter la référence à l'intérieur d'une même *annexe*. Dans les autres cas, il faudra soit répéter chaque fois la référence complète (dans une note de bas de page), soit renvoyer chaque fois par une note de bas de page à la première note qui comprend la référence complète (ex.: «Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 2, let. c.»).

1.8 Renvoi à des normes techniques ou à des normes similaires

122 Les formules usuelles sont les suivantes:

Art. 4 Exigences essentielles en matière de santé et de sécurité

¹ Le Conseil fédéral fixe les exigences essentielles en matière de santé et de sécurité.

² Il tient compte à cet effet du droit international pertinent.

Art. 5 Conformité aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité

¹ Quiconque met un produit sur le marché doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il est conforme aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité. La preuve de la conformité est régie par les art. 17 et 18 de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce³.

² Un produit fabriqué conformément aux normes techniques visées à l'art. 6 est présumé satisfaire aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité.

³ Quiconque met sur le marché un produit qui ne satisfait pas aux normes techniques visées à l'art. 6 doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il satisfait d'une autre manière aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité.

⁴ Lorsqu'aucune exigence essentielle en matière de santé et de sécurité n'a été fixée, la preuve doit pouvoir être apportée que le produit a été fabriqué conformément à l'état des connaissances et de la technique.

Art. 6 Normes techniques

¹ L'office compétent désigne, en accord avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), les normes techniques permettant de satisfaire aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité visées à l'art. 4.

² Dans la mesure du possible, il se réfère à des normes internationales harmonisées.

³ Il publie les normes techniques dans la Feuille fédérale avec leur titre et leur référence.

⁴ Il peut charger des organismes suisses de normalisation indépendants d'élaborer des normes techniques.

³ RS 946.51

→ [*RO 2010 2573](#)

123 Autres exemples:

- [RO 2006 5753](#), art. 4, en relation avec [RO 2007 39](#), art. 5, 9 et 11, al. 2; cf. également [RO 2011 1077](#) (en particulier art. 4 et annexe 1)
- [RO 2009 6243](#), art. 4 et 5 (cf. [FF 2011 2392](#))
- [RO 2003 4487](#), art. 15, en relation avec [RO 2003 4515](#), art. 8, et [RO 2006 2309](#), art. 2 et 13
- RO 1995 1469 ([RS 817.0](#)), art. 38, en relation avec [RO 2005 5451](#) (normes de délégation) et [RO 2005 6487](#)

1.9 Règles particulières applicables au renvoi au droit de l'UE

1.9.1 Remarques générales

124* On trouvera des informations utiles concernant les aspects formels de la reprise du droit de l'UE sur [le site Internet de la Chancellerie fédérale](#). Le [portail EUR-Lex](#), qui constitue le site d'accès au droit de l'UE, contient également des informations utiles d'ordre général, par exemple sur les organes et les institutions de l'UE.

* Chiffre modifié par décision du 18 mai 2017 du groupe de suivi des DTL.

125 Tout acte de l'UE est doté d'un numéro, composé de l'année, du numéro d'ordre et du sigle ou de l'acronyme désignant le traité fondateur, ou la partie de ce traité, en application desquels l'acte a été adopté. Le sigle est «UE», «CE» ou «CEE» («CE» a été utilisé jusqu'au 30 novembre 2009, «CEE» jusqu'en 1993 environ); on trouve parfois aussi d'autres acronymes tels que «JAI» (Justice et affaires intérieures) pour les actes qui ont été adoptés en vertu du titre VI du traité sur l'Union européenne dans sa version antérieure au traité de Lisbonne. L'ordre des trois éléments du numéro de l'acte peut varier. Si le numéro d'ordre précède l'année, il sera précédé de l'abréviation «n°». Jusqu'au 31 décembre 1998, la mention de l'année comportait uniquement les deux derniers chiffres (par ex. «93» pour 1993); depuis le 1^{er} janvier 1999, l'année s'écrit avec quatre chiffres (par ex. «2006»).

- 189 Pour les règles particulières relatives aux accords des dispositifs de Schengen et de Dublin, cf. ch. 367 .

1.9.2 Présentation des renvois

1.9.2.1 Titre des actes de l'UE

- 126 Il faut veiller à reprendre intégralement le titre de l'acte de l'UE auquel il est renvoyé, sans oublier les indications telles que «... (refonte)» ou «... (version codifiée)» ou encore le titre court officiel [ex.: «... (règlement sur la fourniture de services)»], qui font partie intégrante du titre. Par contre, on ne reprendra pas l'indication «Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE», souvent mentionnée entre parenthèses dans l'intitulé des actes UE.

Exemple:

Directive 2009/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers (refonte), JO L 163 du 25.6.2009, p. 1.

1.9.2.2 Citation de l'acte de l'UE en partie dans le corps de l'article et en partie dans la note de bas de page

1.9.2.2.1 Règle générale: citation du titre sous une forme abrégée

127 Dans le corps de l'article, l'acte de l'UE auquel il est renvoyé sera désigné par un titre abrégé (type d'acte et numéro). Tous les autres éléments (titre complet de l'acte, référence au Journal officiel de l'UE [JO], actes modificateurs lorsqu'il en existe) seront mentionnés dans la note de bas de page.

128 Pour la directive et le règlement, qui constituent les deux types d'actes de l'UE les plus fréquents, le titre de l'acte (forme abrégée) sera présenté comme suit dans le corps de l'article:

directives: type de l'acte («directive», «directive d'exécution», «directive déléguée»), numéro (composé de l'année, du numéro d'ordre et du sigle «UE», «CE» ou «CEE»)

Exemples:

- directive 2009/160/UE
- directive 2004/43/CE
- directive d'exécution 2011/60/UE

règlements: type de l'acte («règlement», «règlement d'exécution» ou «règlement délégué»), numéro [composé du sigle «(UE)», «(CE)» ou «(CEE)» entre parenthèses, de l'abréviation «n°», du numéro d'ordre et de l'année]

Exemples:

- règlement (UE) n° 1198/2009
- règlement (CE) n° 1408/71
- règlement délégué (UE) n° 1062/2010

La citation sous une forme abrégée d'*autres types d'actes de l'UE*, tels que les décisions et d'autres documents de la Commission européenne, obéit aux mêmes règles. La manière dont le titre de l'acte est mentionné dans le Journal officiel de l'UE est déterminante.

Exemples:

- décision 2009/911/UE
- décision n° 1639/2006/CE
- décision 2009/371/JAI
- décision d'exécution 2012/461/UE
- recommandation C (2008) 2976 final

En français, le nom des actes de l'UE («directive», «règlement», «décision», etc.) s'écrit avec une minuscule, que le titre de l'acte de l'UE soit cité sous une forme abrégée ou sous sa forme complète. Par contre, le titre des accords ou des conventions entre la Suisse et l'UE prend une majuscule lorsqu'il est cité sous sa forme complète. Les versions allemande et italienne obéissent à des règles différentes.

- 129 Le titre complet de l'acte de l'UE et tous les autres éléments seront mentionnés dans la note de bas de page. Pour la présentation des notes de bas de page, cf. ch. 147 à 149.

Exemple:

Sont réputées persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) les substances qui remplissent les critères définis dans l'annexe XIII, ch. 1, du règlement (CE) n° 1907/2006³³.

³³ Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, JO L 396 du 30.12.2006, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1354/2007, JO L 304 du 22.11.2007, p. 1.

→ [*RO 2010 5223](#), art. 6a, ch. 1

1.9.2.2.2 Exception: citation du titre de l'acte de l'UE sous sa forme complète

- 130 Le titre de l'acte de l'UE est cité sous sa forme complète dans les tableaux et les listes, notamment dans les listes d'actes de l'UE établies en annexe à un acte de droit suisse. L'acte de l'UE peut être exceptionnellement cité sous son titre complet dans le corps de l'acte si ce titre est court et que la norme qui renvoie à cet acte est claire et lisible dans les trois langues.

- 131 Lorsque l'acte de l'UE auquel il est renvoyé est désigné par son titre complet, ce titre se présentera comme suit:

directives: type de l'acte («directive», «directive déléguée» ou «directive d'exécution»), numéro (composé de l'année, du numéro d'ordre et du sigle «UE», «CE» ou «CEE»), institution qui l'a édicté, date d'adoption, indication de l'objet

Exemples:

- directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à ...
- directive 2004/43/CE de la Commission du 13 avril 2004 modifiant ...
- directive d'exécution 2011/60/UE de la Commission du 23 mai 2011 modifiant ...

règlements: type de l'acte («règlement», «règlement d'exécution» ou «règlement délégué»), numéro (composé du sigle «UE», «CE» ou «CEE», de l'abréviation «n°», du numéro d'ordre et de l'année), institution qui l'a édicté, date d'adoption, indication de l'objet

Exemples:

- règlement (UE) n° 1198/2009 de la Commission du 8 décembre 2009 établissant ...
- règlement (CE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à ...
- règlement délégué (UE) n° 1062/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant ...

Remarque : Les règles de ponctuation ne sont pas toujours appliquées de manière cohérente dans les titres des actes (la date est parfois encadrée par des virgules, par ex.). On suivra dans tous les cas la ponctuation utilisée dans l'acte publié au Journal officiel de l'UE.

- 132 Outre les éléments mentionnés au ch. 131, on indiquera la référence au Journal officiel de l'UE et, le cas échéant, aux actes modificateurs.

Ces références seront placées:

- directement après les éléments mentionnés au ch. 131, si le titre est cité dans un tableau ou une liste;
- dans une note de bas de page, si le titre est cité dans le corps de l'article.

Exemple: citation du titre de l'acte dans un tableau

Catégorie	Texte législatif de l'UE
5. produits d'origine animale destinés à la consommation humaine	Règlement (CE) n° 854/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine, JO L 139 du 30.4.2004, p. 206; modifié en dernier lieu par le règlement d'exécution (UE) n° 739/2011, JO L 196 du 28.7.2011, p. 3.

→ [*RO 2011 3729](#), annexe 1, chap. 2

Exemple: citation du titre de l'acte dans le corps de l'article

² Font exception les produits de la pêche dérivés de mollusques bivalves, d'échinodermes, de tuniciers et de gastéropodes marins, dans la mesure où ils satisfont aux exigences du règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale⁵.

⁵ JO L 139 du 30.4.2004, p. 55; modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 219/2009, JO L 87 du 31.3.2009, p. 109.

1.9.2.3 Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un acte de droit suisse

1.9.2.3.1 Principe

- 133 Si on renvoie plusieurs fois à un acte de l'UE, on le citera sous sa forme abrégée ou sous sa forme complète la première fois que l'acte est mentionné (dans ce dernier cas, on mentionnera la forme abrégée entre parenthèses juste après le titre complet).

L'acte est cité sous sa forme abrégée dans toutes les occurrences suivantes; dans la note de bas de page, on renvoie à la note de la disposition où l'acte de l'UE est cité pour la première fois (ex.: «Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 2, let. c.»).

Exemple:

¹ Les denrées alimentaires visées à l'art. 1 ne peuvent être importées en Suisse que si elles sont accompagnées d'une déclaration selon l'annexe I du règlement d'exécution (UE) n° 961/2011³.

³ Cf. note de bas de page relative à l'art. 1a, al. 1.

→ [*RO 2012 455](#), art. 2

1.9.2.3.2 Exception 1: désignation de l'acte de l'UE par son titre court officiel ou par un titre court non officiel

- 134* Lorsque l'acte de l'UE est cité plusieurs fois dans l'acte de droit suisse, la forme abrégée peut être remplacée par le titre court officiel (qui, s'il existe, apparaît dans le titre de l'acte). Les règles à suivre sont les suivantes:
- le titre court mentionné au Journal officiel de l'UE sera complété par le sigle «UE» (par ex. «directive UE sur la sécurité ferroviaire» au lieu de «directive sur la sécurité ferroviaire»¹), afin d'éviter tout risque de confusion avec des actes de droit suisse; en pareil cas, on utilisera toujours le sigle «UE», même si le titre officiel de l'acte comporte le sigle «CE» ou «CEE»;
 - le titre court officiel ne sera pas utilisé s'il est trop général; on ne reprendra pas, par exemple, le titre court «règlement instituant une Agence», utilisé pour le règlement (CE) n° 1335/2008², puisqu'il existe dans l'UE de nombreuses agences, régies par autant de règlements;
 - afin d'éviter tout risque de confusion, on s'assurera qu'aucun acte de droit suisse ne porte un titre identique ou similaire.

On veillera à annoncer les titres courts utilisés à la section de terminologie de la Chancellerie fédérale (termdat@bk.admin.ch), qui les intégrera à la banque de données [TERMDAT](#).

Pour la note de bas de page, on suivra, dès la deuxième occurrence, la même règle que lorsque l'on cite un acte sous sa forme abrégée (ch. 133, 2^e paragraphe, et ch. 136).

* Chiffre modifié par décision du 29 juin 2015 du groupe de suivi des DTL.

- 135* On pourra exceptionnellement utiliser un titre court non officiel, qui n'est pas mentionné comme tel dans l'intitulé de l'acte de l'UE, en particulier lorsque l'acte de droit suisse renvoie à plusieurs actes de l'UE et que l'emploi d'un titre court non officiel en lieu et place de l'intitulé avec numéro facilite l'identification de l'acte (par ex. «directive UE sur les ascenseurs» au lieu de «directive 95/16/CE»). Les règles à suivre sont les suivantes:
- le sigle «UE» devra apparaître dans le titre (par ex. «directive UE sur les installations à câble» au lieu de «directive sur les installations à câble»), afin d'éviter tout risque de confusion avec des actes de droit suisse; en pareil cas, on utilisera toujours le sigle «UE», même si le titre officiel de l'acte comporte le sigle «CE» ou «CEE»;
 - le titre court retenu devra correspondre à l'objet de l'acte de l'UE auquel il est fait référence;
 - afin d'éviter tout risque de confusion, on s'assurera qu'aucun acte de droit suisse ou de la législation de l'UE ne porte un titre identique ou similaire.

On veillera à annoncer le titre court retenu à la section de terminologie de la Chancellerie fédérale (termdat@bk.admin.ch), qui l'intégrera à la banque de données [TERMDAT](#).

Pour la note de bas de page, on suivra, dès la deuxième occurrence, la même règle que lorsque l'on cite un acte sous sa forme abrégée (ch. 133, 2^e paragraphe, et ch. 136).

* Chiffre modifié par décision du 29 juin 2015 du groupe de suivi des DTL.

1.9.2.3.3 Exception 2: actes de l'UE dont le titre est introduit dans le préambule

- 136 Si l'on a introduit le titre d'un acte de l'UE dans le préambule d'un acte de droit suisse, on renverra sans note de bas de page à l'acte de l'UE dans les occurrences suivantes (cf. ch. 108).

Exemple:

Le Conseil fédéral suisse,
vu l'art. ...,
en exécution de l'Accord du ... entre la Suisse et la Communauté européenne
relatif à ...², notamment la version du règlement (CEE) n° 79/88³ qui lie la Suisse en vertu du ch. 3
de l'annexe de l'accord,
arrête:

...

Art. 4
Les caractéristiques minimales fixées dans l'annexe I, ch. I, let. A, du règlement (CEE) n° 79/88
valent aussi pour ...

² RS 0.999.999.9
³ Règlement (CEE) n° 79/88 de la Commission du 13 janvier 1988 fixant des normes de qualité pour
les laitues, chicorées frisées et scaroles et pour les poivrons ou piments doux.

1.9.2.4 Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un même article

- 137 S'il est renvoyé plusieurs fois à un acte de l'UE dans un même article, le titre de cet acte sera cité sous une forme abrégée dès la deuxième occurrence, que l'acte ait été désigné par son titre complet ou par un titre court la première fois qu'il a été mentionné. On n'introduira une note de bas de page que pour le premier renvoi.

Exemple:

² Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne⁸ s'applique.

³ Si les lots sont destinés à un opérateur autorisé domicilié dans l'Union européenne au sens de l'art. 13, al. 1, let. a, de la directive 97/78/CE, les art. 12 et 13 de la directive s'appliquent.

⁸ JO L 24 du 30.1.1998, p. 9; modifiée en dernier lieu par la directive 2006/104/CE, JO L 363 du 20.12.2006, p. 352.

1.9.3 Renvoi au dispositif Schengen ou au dispositif Dublin dans une loi

1.9.3.1 Remarques préliminaires

367 Il existe, pour chacun des dispositifs (Schengen et Dublin), un accord principal entre la Suisse et l'UE/la CE. Cet accord est souvent désigné par le titre court «accord d'association à Schengen» ou «accord d'association à Dublin», ou par les sigles AAS pour Schengen et AAD pour Dublin (cf. message relatif aux «accords bilatéraux II», [FF 2004 5593 5609](#)).

Les deux dispositifs précités comprennent d'autres accords, qui sont liés juridiquement à l'accord principal. Ces accords sont les suivants:

- un accord avec l'Islande et la Norvège pour Schengen et pour Dublin;
- un accord avec le Danemark pour Schengen;
- un protocole à l'AAD concernant le Danemark;
- un protocole à l'AAS et un protocole à l'AAD concernant l'adhésion du Liechtenstein.

Le dispositif Schengen et le dispositif Dublin sont généralement désignés par les titres courts «accords d'association à Schengen» et «accords d'association à Dublin». On utilise donc le même titre court pour désigner un seul accord du dispositif (au singulier) ou tous les accords du dispositif (au pluriel).

Par conséquent, il faut examiner très précisément dans chaque cas s'il est fait référence au seul accord principal ou à tous les accords du dispositif. Les *règles à suivre en matière de*

citation sont les suivantes:

- *Utilisation du titre court* pour désigner l'ensemble du dispositif
Le titre court «accords d'association à Schengen» sera utilisé comme expression générique pour désigner l'ensemble des accords du dispositif Schengen et le titre court «accords d'association à Dublin» pour désigner l'ensemble des accords du dispositif Dublin (pour la présentation du renvoi au dispositif Schengen ou au dispositif Dublin, cf. ch. 368, 369, 370 et 371).
- *Utilisation du sigle* pour désigner l'accord principal du dispositif
Si l'on fait référence uniquement à l'accord principal du dispositif Schengen ou à l'accord principal du dispositif Dublin, on utilisera les sigles AAS pour le premier et AAD pour le second. Le sigle sera mentionné entre parenthèses juste après le titre de l'accord la première fois qu'il est cité (sur la manière de citer l'accord, cf. ch. 374).

1.9.3.2 Dans le préambule

- 370 On ne renvoie pas aux accords d'association à Schengen ou aux accords d'association à Dublin dans le préambule d'une ordonnance, mais uniquement au droit interne (c'est-à-dire, généralement, à la base légale pertinente).

1.9.3.3 Dans un article

- 371 Si le titre court «accords d'association à Schengen» ou «accords d'association à Dublin» apparaît *dans un article*, il faut faire le lien avec l'annexe dans un autre alinéa. Il n'y aura pas de note de bas de page.

Exemple:

<p>Art. 1</p> <p>¹ La présente ordonnance régit l'entrée en Suisse et l'octroi de visas aux étrangers.</p> <p>² Elle est applicable dans la mesure où les accords d'association à Schengen n'en disposent pas autrement.</p> <p>³ Les accords d'association à Schengen sont mentionnés à l'annexe 1.</p>
--

→ [RO 2008 5441](#)

Pour la présentation de l'annexe, cf. ch. 377, 378 et 379.

Si le titre court «accords d'association à Schengen» ou «accords d'association à Dublin» apparaît *dans un autre article* du même acte, on renvoie à l'annexe dans une note de bas de page.

Exemple:

<p>² Il communique aux autorités de la Confédération, des cantons et des communes les statistiques dont elles ont besoin pour accomplir les tâches prescrites par [...] les accords d'association à Schengen¹ et les accords d'association à Dublin².</p> <p>¹ Les accords d'association à Schengen sont mentionnés à l'annexe 4, ch. 1.</p> <p>² Les accords d'association à Dublin sont mentionnés à l'annexe 4, ch. 2.</p>
--

→ [RO 2008 5421](#), ch. I/1, art. 20

1.9.3.4 Manière de citer chacun des accords du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin

1.9.3.4.1 Règles applicables

372 Les accords Schengen et les accords Dublin doivent être cités conformément aux règles définies aux ch. 96 à 112. Le titre complet de l'accord sera cité dans le corps de l'acte et la référence au RS sera indiquée dans la note de bas de page.

1.9.3.4.2 Titre des accords et ordre dans lequel ils sont cités

373 Les accords du dispositif Schengen et du dispositif Dublin doivent être cités dans l'ordre et selon les modèles établis au ch. 377 et 378.

1.9.3.4.3 Manière de citer l'accord principal du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin

374 Pour faire référence à l'accord principal du dispositif Schengen – ou à l'accord principal du dispositif Dublin –, on mentionnera le titre complet de l'accord la première fois qu'il est cité et on indiquera la référence au RS dans une note de bas de page.

S'il est fait référence plusieurs fois au même accord principal, on pourra utiliser le sigle pertinent (AAS ou AAD) dans la suite de l'acte après l'avoir introduit entre parenthèses la première fois que l'accord est cité (cf. ch. 367). La référence au RS sera indiquée dans une note de bas de page.

1.9.3.5 Présentation de l'annexe

1.9.3.5.1 Accords d'association à Schengen

377 Pour les accords d'association à Schengen, les annexes sont présentées selon l'exemple suivant:

<i>Annexe</i> (art. 4, al. 2 ^{bis})
Accords d'association à Schengen
Les accords d'association à Schengen comprennent les accords suivants:
a. Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse, l'Union européenne et la Communauté européenne sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (AAS) ⁴ ;
b. Accord du 26 octobre 2004 sous forme d'échange de lettres entre le Conseil de l'Union européenne et la Confédération suisse concernant les Comités qui assistent la Commission européenne dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs ⁵ ;
c. Arrangement du 22 septembre 2011 entre l'Union européenne et la République d'Islande, la Principauté de Liechtenstein, le Royaume de Norvège et la Confédération suisse sur la participation de ces États aux travaux des comités qui assistent la Commission européenne dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs dans le domaine de la mise en œuvre, de l'application et du développement de l'acquis de Schengen ⁶ ;
d. Accord du 17 décembre 2004 entre la Confédération suisse, la République d'Islande et le

Royaume de Norvège sur la mise en œuvre, l'application et le développement de l'acquis de Schengen et sur les critères et les mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite en Suisse, en Islande ou en Norvège⁷;

- e. Accord du 28 avril 2005 entre la Confédération suisse et le Royaume de Danemark sur la mise en œuvre, l'application et le développement des parties de l'acquis de Schengen basées sur les dispositions du Titre IV du Traité instituant la Communauté européenne⁸;
- f. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, l'Union européenne, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse, l'Union européenne et la Communauté européenne sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen⁹.

⁴ RS 0.362.31

⁵ RS 0.362.1

⁶ RS 0.362.11

⁷ RS 0.362.32

⁸ RS 0.362.33

⁹ RS 0.362.311

1.9.3.5.2 Accords d'association à Dublin

- 378 Pour les accords d'association à Dublin, les annexes sont présentées selon l'exemple suivant:

Annexe 4
(art. 1, al. 2)

Accords d'association à Dublin

Les accords d'association à Dublin comprennent les accords suivants:

- a. Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre ou en Suisse (AAD)⁶²;
- b. Accord du 17 décembre 2004 entre la Confédération suisse, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur la mise en œuvre, l'application et le développement de l'acquis de Schengen et sur les critères et les mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite en Suisse, en Islande ou en Norvège⁶³;
- c. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse⁶⁴;
- d. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein relatif à l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse⁶⁵.

⁶² RS 0.142.392.68

⁶³ RS 0.362.32

⁶⁴ RS 0.142.393.141

⁶⁵ RS 0.142.395.141

1.9.3.5.3 Accords d'association à Schengen et accords d'association à Dublin

- 379 Lorsqu'il est renvoyé à la fois aux accords d'association à Schengen et aux accords d'association à Dublin dans un même acte, les listes mentionnées aux ch. 377 et 378 peuvent être regroupées dans une seule annexe (ex.: [RO 2008 5421 5434](#)).
- 375 **États participant à Schengen, États participant à Dublin**

Pour désigner l'ensemble des États participant à Schengen, on utilisera la formule suivante:

«États liés par un des accords d'association à Schengen»

Pour désigner l'ensemble des États participant à Dublin, on utilisera la formule suivante:

«États liés par un des accords d'association à Dublin»

376 **Utilisation de la forme courte «État Schengen» ou «État Dublin»**

S'il est fait référence plusieurs fois à l'un des États participant à Schengen – ou à Dublin –, la forme courte «État Schengen» – ou «État Dublin» – sera introduite entre parenthèses (cf. ch. 34 à 36) la première fois qu'il est fait référence à cet État; elle sera utilisée dans la suite de l'acte sans note de bas de page et sans renvoi à l'annexe où figure la liste des accords d'association.

Exemple:

Art. 40, al. 1 et 4

¹ Quiconque veut introduire sur le territoire suisse des armes à feu et les munitions afférentes depuis un État lié par un des accords d'association à Schengen (État Schengen) doit présenter, outre la demande visée à l'art. 39, une carte européenne d'arme à feu.

⁴ Les accords d'association à Schengen sont mentionnés à l'annexe 3.

Art. 41, al. 1

¹ Quiconque, dans le cadre de son activité en qualité d'agent de sécurité accompagnant des transports de valeurs ou de personnes, veut introduire sur le territoire suisse et réexporter des armes à feu et les munitions afférentes depuis un État qui n'est pas un État Schengen n'a besoin que d'une seule autorisation.

Art. 46, al. 1

¹ Quiconque veut exporter provisoirement des armes à feu ou des éléments essentiels d'armes dans le trafic des voyageurs vers un État Schengen, doit déposer une demande d'établissement d'une carte européenne d'arme à feu.

→ [RO 2008 5525](#)

→ [RO 2008 5525](#)

1.9.4 Technique du renvoi au regard de la dynamique du droit de l'UE (renvoi statique)

- 138 Les actes de l'UE font l'objet de modifications fréquentes. Lorsqu'on renvoie à un acte de l'UE dans un acte de droit suisse, il faut indiquer très précisément quelles modifications de l'acte de base du droit de l'UE sont prises en compte (renvoi statique). Le *renvoi statique* consiste à

renvoyer à une version déterminée de l'acte, datée précisément; le *renvoi dynamique* consiste à renvoyer à l'acte dans sa dernière version en vigueur et inclut donc toutes les modifications à venir. Cf. [Guide de législation](#), ch. 743. Les modifications de cet acte applicables en Suisse seront mentionnées en note de bas de page.

139 Quatre cas peuvent se présenter:

- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois, ou n'a pas été modifié du tout. Seul l'acte de base est déterminant pour la Suisse (cf. ch. 140).
- L'acte de l'UE a été modifié plusieurs fois. Toutes les modifications, ou toutes les modifications apportées à l'acte jusqu'à une date donnée, sont déterminantes pour la Suisse (cf. ch. 141 et 142).
- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois. La modification est pertinente pour la Suisse ou seules certaines des modifications sont déterminantes pour la Suisse (cf. ch. 143 et 144).
- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois ou n'a pas été modifié du tout. La Suisse est liée uniquement par la version citée dans le traité international pertinent conclu avec l'UE (cf. ch. 145).

1.9.4.1 Section 1 Citation de l'acte de base uniquement

140 Dans la note de bas de page, on indiquera la référence au Journal officiel de l'UE de l'acte auquel il est renvoyé et on ajoutera la mention «version du JO ...» pour souligner que le renvoi a un caractère statique.

Il est indispensable de mentionner «version du JO ...» pour signaler qu'on a affaire à un renvoi statique. Depuis 2008, il n'est plus fait état, dans le corps de l'acte de l'UE, de la dernière modification apportée à cet acte. À l'intérieur de l'UE, tout renvoi à un acte de l'UE fait donc référence, sauf indication contraire, à la dernière version en vigueur et constitue de ce fait un renvoi dynamique. La mention «version du JO ...» vise à éviter que le renvoi à un acte de base de l'UE dans l'acte de droit suisse ne soit compris lui aussi comme un renvoi dynamique.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée

² Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE⁹ s'applique.

⁹ Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne, version du JO L 24 du 30.1.1998, p. 9.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

² Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne⁹ s'applique.

⁹ Version du JO L 24 du 30.1.1998, p. 9.

1.9.4.2 Section 2 Citation de la dernière modification déterminante pour la Suisse

- 141 Dans le corps de l'article, on citera l'acte de base. Dans la note de bas de page, après la référence au Journal officiel de l'UE, on fera figurer la mention «modifié(e) en dernier lieu par ...», suivie du titre (sous sa forme abrégée) du dernier acte modificateur déterminant pour la Suisse et de la référence de ce dernier au Journal officiel de l'UE.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée

¹ Sous réserve d'autres dispositions, les contrôles sont effectués en conformité avec les dispositions techniques des chapitres I à V du règlement (CE) n° 882/2004¹⁸.

¹⁸ Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux, JO L 165 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 208/2011, JO L 58 du 3.3.2011, p. 29.

→ [*RO 2011 5409](#), art. 71

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

Sous réserve d'autres dispositions, les contrôles sont effectués en conformité avec les dispositions techniques des chapitres I à V du règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux¹⁰.

¹⁰ JO L 165 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 208/2011, JO L 58 du 3.3.2011, p. 29.

L'expression «modifié(e) en dernier lieu par ...» ne signifie pas, ou ne signifie pas forcément, qu'il s'agit de la dernière modification apportée à l'acte de l'UE. Elle indique que l'on a affaire à la dernière modification de l'acte de l'UE déterminante pour la Suisse et que le renvoi a un caractère statique (cf. note de bas de page relative au ch. 138).

- 142 Lorsqu'il est renvoyé à un acte de l'UE qui a été modifié une seule fois, ou lorsqu'une seule modification de l'acte de l'UE est déterminante pour la Suisse, le renvoi est présenté comme aux ch. 143 et 144 (utilisation de la formule «modifié(e) par ...»).

1.9.4.3 Section 3 Citation de toutes les modifications déterminantes pour la Suisse

- 143 Dans la note de bas de page, les indications relatives à l'acte de l'UE de base seront suivies de la mention des actes modificateurs déterminants pour la Suisse (citation du titre de ces actes sous leur forme abrégée et de leur référence au Journal officiel de l'UE). Ces actes seront introduits par la formule «modifié(e) par ...».

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée³

Le certificat complémentaire requis pour l'importation en Suisse de certains produits d'origine bovine, caprine ou ovine se fonde sur le règlement (CE) n° 999/2001¹¹.

- ¹¹ Règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles, JO L 147 du 31.5.2001, p. 1; modifié par:
- le règlement (CE) n° 1248/2001, JO L 173 du 27.6.2001, p. 12;
 - le règlement (CE) n° 270/2002, JO L 45 du 15.2.2002, p. 4.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

Le certificat complémentaire requis pour l'importation en Suisse de certains produits d'origine bovine, caprine ou ovine se fonde sur le règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles¹¹.

- ¹¹ JO L 147 du 31.5.2001, p. 1; modifié par
- le règlement (CE) n° 1248/2001, JO L 173 du 27.6.2001, p. 12;
 - le règlement (CE) n° 270/2002, JO L 45 du 15.2.2002, p. 4.

- 144 Lorsque l'acte de l'UE a fait l'objet de modifications très nombreuses et que ces dernières ne sont pas toutes déterminantes pour la Suisse, on peut établir la liste des modifications déterminantes en annexe; il faudra naturellement renvoyer à cette annexe dans le corps de l'acte (cf. ch. 69).

1.9.4.4 Section 4 Citation d'une version de l'acte de l'UE fixée dans un traité international

- 145 La plupart des accords bilatéraux avec l'UE et quelques autres traités internationaux font état des actes de l'UE applicables dans le domaine couvert par cet accord ou ce traité. En pareil cas, il est généralement fait référence au droit de l'UE par un renvoi statique. Le renvoi a pour but soit d'intégrer ces actes à l'accord ou au traité (ex.: Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien, [RS 0.748.127.192.68](#)), soit de faire obligation à la Suisse d'appliquer des règles équivalentes à celles de l'UE (ex: Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux échanges de produits agricoles, [RS 0.916.026.81](#) ou Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route, [RS 0.740.72](#)).

Quelle que soit la forme sous laquelle l'accord bilatéral fait référence à l'acte de l'UE, les actes de droit suisse peuvent renvoyer à la version de l'acte de l'UE qui lie la Suisse non en indiquant sa référence au Journal officiel de l'UE et à la version de cet acte qui est applicable, mais en précisant la partie de l'accord (par ex. une annexe) où cette version est mentionnée. Ce renvoi peut être formulé de manière dynamique puisque l'accord contient des règles de droit international applicables à la Suisse. Dans l'accord, en revanche, le renvoi doit être formulé de manière statique parce que l'acte auquel on renvoie ne relève pas du droit suisse.

Cette forme de renvoi suppose que l'acte de l'UE soit facile à trouver; il faut par exemple que

l'annexe de l'accord bilatéral soit structurée en subdivisions numérotées afin que l'on puisse renvoyer au chiffre sous lequel l'acte de l'UE est cité.

Exemple: mention dans le corps de l'article des versions qui lient la Suisse

² La présente ordonnance s'applique, à moins que l'un des règlements UE ci-après ne soit applicable dans sa version qui lie la Suisse en vertu du ch. 4 de l'annexe de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien¹²:

- a. règlement (CE) n° 300/2008¹³;
- b. règlement (UE) n° 185/2010¹⁴.

¹² RS 0.748.127.192.68

¹³ Règlement (CE) n° 300/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (CE) n° 2320/2002.

¹⁴ Règlement (UE) n° 185/2010 de la Commission du 4 mars 2010 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile.

Exemple: mention dans une note de bas de page des versions qui lient la Suisse

¹ Les véhicules des catégories M2, M3, N2 et N3 doivent être équipés d'un dispositif automatique visant à limiter la vitesse selon la directive n° 92/24/CEE²⁶⁶ (...).

²⁶⁶ Directive 92/24/CEE du Conseil, du 31 mars 1992, relative aux dispositifs limiteurs de vitesse ou à des systèmes de limitation de vitesse similaires montés sur certaines catégories de véhicules à moteur, dans la version qui lie la Suisse en vertu de l'annexe 1, section 3, de l'accord sur le transport terrestre (RS 0.740.72).

1.9.5 Rectificatifs publiés par l'UE

146 Les actes publiés par l'UE font régulièrement l'objet de rectificatifs, qui sont publiés dans le Journal officiel de l'UE. Ces rectificatifs sont juridiquement contraignants. Ils ne sont toutefois pas mentionnés dans le droit suisse; dans la plupart des cas, en effet, ils ne portent que sur des problèmes d'ordre linguistique, tels que des divergences entre les langues.

1.9.6 Remarques complémentaires concernant la présentation des notes de bas de page

147* Le titre de l'acte de l'UE sera cité tel qu'il apparaît dans l'intitulé de l'acte publié au Journal officiel de l'UE. On veillera en particulier:

- à écrire le mois en toutes lettres dans la date d'adoption de l'acte de l'UE et à l'écrire en chiffres dans la référence au Journal officiel de l'UE;
- à respecter scrupuleusement la graphie et la ponctuation utilisées dans le Journal officiel de l'UE.**

Pour la citation des unités de subdivision du droit de l'UE, cf. ch. 98.

* Chiffre modifié par décision du 25 oct. 2021 du groupe de suivi des DTL.

** Les versions allemande et italienne obéissent en partie à d'autres règles de graphie et de ponctuation.

148 Exemples d'erreurs à éviter dans la présentation du renvoi:

Correct	Incorrect
JO	J.O. / JO. / Journal officiel
JO L 106 du ...	JO L n° 106 du ... / JO L N° 106 du ...
JO L 106 du 3.5.2000	JO L 106 du 03.05.2000
	JO L 106 du 03.05.2000
JO L 106 du 3.5.2000, p. 21	JO L 106 du 3.5.2000, p. 21 à 48
	JO L 106 du 3.5.2000, p. 21ss
	JO L 106/21 du 3.5.2000
règlement (CE) n° 1335/2008	Règlement (CE) n° 1335/2008
	règlement (CE) 1335/2008
	règlement (CE) N° 1335/2008
	règlement CE n° 1335/2008
directive 2009/45/CE	Directive 2009/45/CE
	directive n° 2009/45/CE
	directive CE n° 2009/45
modifié(e) en dernier lieu par le règlement ...	modifié(e) en dernier par le règlement ...
directive ... sur ..., JO L ... du ...	directive ... sur ... (JO L ... du ...)

149 La référence au Journal officiel de l'UE est précédée d'une virgule et la mention de l'acte modificateur d'un point-virgule.

Exemple:

¹² Directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets, JO L 170 du 30.6.2009, p. 1; modifiée en dernier lieu par la directive 2012/7/UE, JO L 64 du 3.3.2012, p. 7.

→ [RO 2012 4717](#), art. 2, al. 3**1.9.7 Pas de mention de l'endroit où l'on peut se procurer l'acte**

150 On n'indiquera, pour les actes de l'UE, que la référence au Journal officiel de l'UE; on n'indiquera pas où l'on peut se procurer l'acte.

151 Si la recherche des textes s'en trouve facilitée, on renverra au site Internet de l'office fédéral ou du service concerné (par ex. au site d'information de l'OFSP pour la législation sur les produits chimiques «[www.cheminfo.ch](#)»).

Exemple:

(...); ce texte peut être consulté à l'adresse suivante: [www.cheminfo.ch](#).

Index

- « -

- «accords d'association à Dublin» 19
- «accords d'association à Schengen» 19

- 0 -

- 096 4
- 097 4
- 098 4
- 099 4

- 1 -

- 100 5
- 101 5
- 102 5
- 103 5
- 104 5
- 105 5
- 106 7
- 107 7
- 108 7
- 109 7
- 110 8
- 111 8
- 112 9
- 113 9
- 114 9
- 115 9
- 116 9
- 117 9
- 118 9
- 119 9
- 120 9
- 121 9
- 122 10
- 123 10
- 124 11
- 125 11
- 126 12

- 127 13
- 128 13
- 129 13
- 130 14
- 131 14
- 132 14
- 133 15
- 134 16
- 135 16
- 136 17
- 137 17
- 138 22
- 139 22
- 140 23
- 141 24
- 142 24
- 143 25
- 144 25
- 145 25
- 146 26
- 147 26
- 148 26
- 149 26
- 150 27
- 151 27
- 189 11

- 3 -

- 367 18
- 370 19
- 371 19
- 372 20
- 373 20
- 374 20
- 375 22
- 376 22
- 377 20
- 378 21
- 379 22

- A -

- abréviation 4
- abréviation d'une subdivision 4
- accords d'association à Dublin 21

accords d'association à Schengen 20
accords d'association à Schengen et accords
d'association à Dublin 18, 19, 20, 22
acte de l'UE 11
actes cités sans date 7
alinéa 4
annexe 20, 21, 22
appel de note 5

- C -

code civil 7
code de procédure civile 7
code de procédure pénale 7
code des obligations 7
code pénal 7
codes 7
Constitution 7

- D -

date de l'acte 5
date de l'acte dans un renvoi 5
droit de l'UE 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24,
25, 26, 27
Dublin 22

- E -

Etat Dublin 22
Etat Schengen 22
Etats participant à Dublin 22
Etats participant à Schengen 22

- F -

Feuille fédérale 8, 9

- G -

grands codes 7

- N -

normes techniques 9, 10

note de bas de page relative à un renvoi d'un acte de
l'UE 13, 14, 26
notes de bas de page 5, 8, 9, 13, 14, 26
numéro d'un acte de l'UE 11

- R -

rectificatif publié par l'UE 26
référence à la Feuille fédérale 8, 9
renvoi 5, 7, 9, 10, 13, 14, 26
renvoi à des normes techniques 9, 10
renvoi à la Constitution 7
renvoi à l'intérieur d'un acte 5
renvoi cité plusieurs fois dans un/e même
article/annexe 7
renvoi dans le préambule 7
renvoi de rang inférieur 8
renvoi ne figurant ni dans le RO ni dans le RS 9, 10
renvoi ps encore publié au RO 8

- S -

sans date de l'acte 7
Schengen 22

- T -

titre court 19